

## **VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 408 vom 14. Mai 2012**

VD Tribunal cantonal, 2012-05-14, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_D\\_cision\\_\\_\\_2012\\_\\_\\_408](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2012___408)

FR: VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 408 du 14 mai 2012

IT: VD\_FINDINFO Décision / 2012 / 408 del 14 maggio 2012

### **Regeste**

SÉQUESTRE{MESURE PROVISIONNELLE}, CONNEXITÉ MATÉRIELLE | 70 al. 2 CP, 197 al.1 CPP (CH), 263 al. 1 let. d CPP (CH), 267 CPP (CH)

### **Erwägungen**

#### **E. 1**

CPP).

#### **E. 2**

a) En vertu de l'art. 263 al. 1 CPP, des objets et des valeurs patrimoniales appartenant au prévenu ou à des tiers peuvent être mis sous séquestre, lorsqu'il est probable qu'ils seront utilisés comme moyens de preuve (let. a), qu'ils seront utilisés pour garantir le paiement des frais de procédure, des peines pécuniaires, des amendes et des indemnités (let. b), qu'ils devront être restitués au lésé (let. c) ou qu'ils devront être confisqués (let. d). Conformément à l'art. 197 al. 1 CPP, le séquestre ne peut être ordonné qu'aux conditions suivantes: la mesure est prévue par la loi (let. a); des soupçons suffisants laissent présumer une infraction (let. b); les buts poursuivis ne peuvent pas être atteints par des mesures moins sévères (let. c) et la mesure apparaît justifiée au regard de la gravité de l'infraction (let. d) (Lembo/Julen Berthod, op. cit., n. 17 ad art. 263 CPP ; Bommer/Goldschmid, in: Niggli/Heer/Wiprächtiger (éd.), Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung, Jugendstrafprozessordnung, Bâle 2011, nn 11 à 15 ad art. 263-268 CPP). En outre, il doit exister un rapport de connexité entre l'objet séquestré et l'infraction poursuivie (principe de spécialité) s'il s'agit d'un séquestre conservatoire (Lembo/Julen Berthod, op. cit., nn. 7 à 11 ad art. 263 CPP) – à l'exception du cas où le séquestre est ordonné en vue de l'exécution d'une créance compensatrice (Lembo/Julen Berthod, op. cit., n. 24 ad art. 263 CPP) – ou d'un séquestre en vue de restitution au lésé (Lembo/Julen Berthod, op. cit., n. 17 ad art. 263 CPP). Ce lien de connexité existe lorsque l'objet séquestré est en relation directe avec l'infraction, qu'il ait servi à la commettre ou en soit le produit (Lembo/Julen Berthod, op. cit., n. 24 ad art. 263 CPP ; CREP 4 août 2011/292). b) Le séquestre en vue de restitution au lésé, consacré par l'art. 263 al. 1 let. c CPP, consiste à placer sous main de justice des objets ou valeurs patrimoniales en vue de leur restitution au lésé, en rétablissement des droits qui lui seront reconnus au terme du procès, en application de l'art. 70 al. 1 CPP (Lembo/Julen Berthod, op. cit., n. 12 ad art. 263 CP ; Bommer/Goldschmid, op. cit., n. 48 ad art. 263 CPP). Aux termes de l'art. 70 al. 1 CP, le juge prononce la confiscation des valeurs patrimoniales qui sont le résultat d'une infraction ou qui étaient destinées à décider ou à récompenser l'auteur d'une infraction, si elles ne doivent pas être restituées au lésé en rétablissement de ses droits. La restitution au lésé selon l'art. 70 al. 1 in fine CP a la priorité sur une éventuelle confiscation et l'attribution au lésé en réparation du dommage subi (ATF 128 I 129 c. 3.1.2; ATF 122 IV 365 c. 1a/aa; TF 6B\_1035/2008 du 11 mai 2009 c. 2.1.2) ;

lorsqu'il est possible d'identifier de manière claire l'origine des valeurs patrimoniales acquises au moyen d'une infraction, l'autorité pénale peut en ordonner la restitution au lésé, sans qu'il soit nécessaire de passer préalablement par une confiscation (Dupuis/Geller/Monnier/Moreillon/Piguet/Bettex/Stoll (éd.), *Petit commentaire, Code pénal*, 2012, n. 15 ad art. 70 CP ; Baumann, in Niggli/Wiprächtiger (éd.), *Basler Kommentar, Strafrecht I*, 2 e éd., Bâle 2007, n. 42 ad art. 70/71 CPP ; TF 1B\_127/2009 du 11 septembre 2009 c. 3).

c) Comme la confiscation est une mesure à caractère réel, elle doit en principe toujours être prononcée, quel que soit le possesseur actuel des valeurs patrimoniales en cause ; toutefois, le droit de propriété ou tout autre droit réel – étant précisé que selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, le tiers qui jouit d'un droit personnel de disposition sur un compte est également protégé, car ce droit équivaut économiquement à un droit réel sur des espèces (ATF 115 IV 175 ; TF 6S.298/2005 du 24 février 2006 c. 4.1 et les références citées) – acquis concurremment ou postérieurement à l'infraction doit être respecté ; par conséquent, aux termes de l'art. 70 al. 2 CP, la confiscation n'est pas prononcée lorsque les deux conditions cumulatives suivantes sont réalisées : (1) un tiers a acquis les valeurs dans l'ignorance des faits qui auraient justifié la confiscation ; (2) ce tiers a fourni une contre-prestation adéquate, ou la confiscation se révèle d'une rigueur excessive à son égard (Dupuis et alii, op. cit., n. 18 ad art. 70 CP ; Baumann, op. cit., n. 47 ad art. 70/71 CP). S'agissant de la condition de la bonne foi, il faut que le tiers ait une connaissance certaine des faits qui auraient justifié la confiscation ou, à tout le moins, considère leur existence comme sérieusement possible, soit qu'il connaisse les infractions d'où provenaient les valeurs ou, du moins, ait eu des indices sérieux que les valeurs provenaient d'une infraction ; en d'autres termes, la confiscation à l'égard d'un tiers ne sera possible que si celui-ci a une connaissance – correspondant au dol éventuel – des faits justifiant la confiscation (TF 6S.298/2005 du 24 février 2006 c. 4.2 in fine et les références citées ; Dupuis et alii, op. cit., n. 21 ad art. 70 CP). Quant à la condition de la contre-prestation adéquate, elle vise notamment le paiement du prix usuel (Dupuis et alii, op. cit., n. 22 ad art. 70 CP ; TF 6P.148/2005 du 6 octobre 2006 c. 2.3.2). La preuve de l'absence de bonne foi et de contre-prestation adéquate au sens de l'art. 70 al. 2 CP incombe en principe à l'accusation (TF 6B\_80/2011 du 8 septembre 2011 c. 3) ; toutefois, le tiers qui se prétend de bonne foi doit collaborer à l'établissement des faits sur ce point et, en particulier, fournir les explications nécessaires, faute de quoi il peut être amené à subir les conséquences de l'absence d'éléments probants (TF 1B\_312/2010 du 8 décembre 2010 c. 3.2 et les références citées).

d) En vertu de l'art. 267 al. 1 CPP, le séquestre doit être levé aussitôt que les conditions qui ont justifié sa mise en œuvre ne sont plus réalisées (Lembo/Julen Berthod, op. cit., n. 1 ad art. 267 CPP). Tel est le cas notamment, s'agissant d'un séquestre en vue de restitution au lésé (art. 263 al. 1 let. c CPP et 70 al. 1 CP), lorsqu'il apparaît qu'une restitution au lésé des valeurs patrimoniales séquestrées n'entre pas en ligne de compte (Bommer/Goldschmid, op. cit., n. 4 ad art. 267 CPP), notamment parce que les conditions d'une non-confiscation au sens de l'art. 70 al. 2 CP sont remplies (TF 1B\_311/2009 du 17 février 2010 c. 4). Le Tribunal fédéral a précisé à cet égard que le séquestre pénal se justifie aussi longtemps que subsiste une probabilité de confiscation (SJ 1994 pp. 90 et 102) et ne peut être levé que dans l'hypothèse où il est d'emblée manifeste et indubitable que les conditions matérielles d'une confiscation en mains de tiers ne sont pas réalisées, et ne pourront l'être (TF 1B\_368/2010 du 16 mars 2011 c. 2.1 ; TF 1B\_311/2009 du 17 février 2010 c. 3 ; TF 1S.8/2006 du 12 décembre 2006 c. 6.1).

e) En l'espèce, il ressort du dossier que le séquestre litigieux a été ordonné parallèlement à une autre

ordonnance de séquestre datée du même jour, visant les comptes n° [...] et n° [...] dont la W. \_\_\_\_\_ est titulaire auprès de la [...] SA jusqu'à concurrence 621'997 fr. 10. Il s'avère que les sociétés X. \_\_\_\_\_ et W. \_\_\_\_\_ sont toutes les deux dirigées par B. \_\_\_\_\_. X. \_\_\_\_\_ propose un service de location d'avions privés, alors que W. \_\_\_\_\_ est notamment active dans les domaines de la finance et de la gestion de fortune. Le Ministère public a justifié le séquestre ordonné sur le compte de la société X. \_\_\_\_\_ par le fait que deux montants de 90'000 Euros et 29'150 Euros, montant total correspondant à 144'969 fr. 10, avaient été crédités sur ledit compte depuis le compte détenu par S. \_\_\_\_\_ auprès de la Banque Coop. La société X. \_\_\_\_\_, par son administrateur Z. \_\_\_\_\_, a cependant produit des documents établissant que V. \_\_\_\_\_ avait commandé 14 vols en jet privés. Les deux montants reçus constituent la contrepartie partielle – un montant de 402'200 Euros restant ouvert sur le montant total de 1'022'900 Euros facturé pour les vols en question, selon un relevé global des factures que X. \_\_\_\_\_ avait adressé à S. \_\_\_\_\_ le 27 octobre 2011 (P. 100/16-18) – de ces vols. Les paiements ont été effectués pour partie sur le compte de cette société et pour partie sur les comptes de sa société « sœur », W. \_\_\_\_\_ (P. 100, 100/1-100/112). Invité par le Ministère public à confirmer ou à infirmer l'existence des vols mentionnés sur le relevé global des factures précité (P. 105), l'Aéroport international de Genève (AIG) a confirmé le 22 mars 2012 le départ ou l'arrivée de la plupart des vols déclarés par X. \_\_\_\_\_, en précisant ne pouvoir confirmer que les vols à destination de Genève ou en provenance de Genève (P. 108, 108/1-108/14). Pour les départs et arrivées non confirmés – la non-confirmation de certains départs/arrivées s'expliquant par le fait que l'AIG, comme il l'a indiqué, ne peut confirmer que les vols à destination (finale) de Genève ou en provenance (originelle) de Genève –, le Ministère public central a demandé le 29 mars 2012 à la W. \_\_\_\_\_ et à X. \_\_\_\_\_ de produire les preuves qui confirmeraient ces vols (P. 110 et 111). Le 3 avril 2012, X. \_\_\_\_\_ a produit les plans de vols de tous les vols en question (P. 112, 112/1-112/7.2), démontrant l'existence et les escales de tous les vols que l'AIG n'avait pu confirmer. Dans ces conditions, c'est à juste titre que le Ministère public a tenu pour établi que la société X. \_\_\_\_\_, sur le compte de laquelle ont été payés une partie des vols effectués, avait fourni une contre-prestation adéquate justifiant les 144'969 fr.10 versés sur son compte. En ce qui concerne la condition de la bonne foi, il appartient à l'accusation d'établir l'absence de bonne foi de la société X. \_\_\_\_\_. Or il n'existe aucun élément au dossier permettant de retenir que la société X. \_\_\_\_\_ aurait eu connaissance des infractions qui pourraient avoir été commises au préjudice de F. \_\_\_\_\_ dont provenaient les valeurs susceptibles d'être confisquées respectivement restituées à la lésée, ni même qu'elle ait eu des indices sérieux que ces valeurs provenaient d'une infraction. A cet égard, le fait que les relations d'affaires entre V. \_\_\_\_\_ et la société X. \_\_\_\_\_ ne se soient pas limitées à la fourniture de vols en jet privé mais aient également eu trait à l'achat de deux caisses de 59 kg d'or (cf. consid. A.d supra) ne permet pas de conclure que la société X. \_\_\_\_\_ aurait dû se douter de la provenance suspecte des fonds qui avaient servi à payer les vols commandés par V. \_\_\_\_\_. f) Il s'ensuit que l'ordonnance attaquée échappe à la critique en tant qu'elle retient, sur la base d'une instruction approfondie, que les conditions d'une non-confiscation au sens de l'art. 70 al. 2 CP des valeurs patrimoniales séquestrées sur le compte de la société X. \_\_\_\_\_ sont manifestement réalisées en l'espèce et qu'elle lève pour ce motif le séquestre ordonné le 13 mars 2012 à concurrence d'un montant de 144'969 fr.10.

#### **E. 4**

Il résulte de ce qui précède que le recours, mal fondé, doit être rejeté. Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt, par 990 fr. (art. 20 al. 1 TFJP [tarif des frais judiciaires pénaux; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge de la recourante, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale, statuant à huis clos prononce : I. Le recours est rejeté. II. L'ordonnance est confirmée. III. L'exécution de la levée du séquestre est suspendue, en cas de recours au Tribunal fédéral, jusqu'à droit connu sur l'effet suspensif du recours. IV. Les frais d'arrêt, par 990 fr. (neuf cent nonante francs), sont mis à la charge de la recourante. V. Le présent arrêt est exécutoire. Le président : La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Z.\_\_\_\_\_ (pour X.\_\_\_\_\_), - Me Laurent Damond, avocat (pour F.\_\_\_\_\_), - Me Stéphanie Cacciatore, avocate (pour V.\_\_\_\_\_), ■ Ministère public central. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.